

ALERTE

**38 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'Uniopss
30 collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions.**

Paris, le 12 juillet 2017

Communiqué de presse

FAIRE DE LA SOLIDARITÉ UNE VRAIE PRIORITÉ !

Alors que le Président de la République place dans ses discours la politique d'inclusion de tous comme un enjeu majeur et essentiel, nous n'en voyons pas trace à l'heure où s'ouvrent les discussions sur la programmation des finances publiques : c'est peu cohérent et inacceptable.

Le Président de la République devant le Parlement à Versailles, puis le Premier Ministre lors de son discours de politique générale, se sont exprimés devant la représentation nationale. Les associations de solidarité réunies au sein du collectif ALERTE animé par l'Uniopss ont suivi leurs interventions avec beaucoup d'attention mais aussi d'inquiétude et expriment leur déception car les deux plus hauts personnages de l'Etat n'ont pas, malgré nos nombreuses sollicitations, évoqué la lutte contre la pauvreté et l'exclusion dans les priorités du gouvernement à l'aube de ce quinquennat.

Nous demandons une vision et un plan d'action engageant le gouvernement pour une politique globale, interministérielle, promouvant l'accès de tous aux droits de tous. C'est une obligation internationale pour la France qui a signé les Objectifs de développement durable, dont l'éradication de la pauvreté en 2030 est la priorité numéro un. Dans un contexte où l'intensité de la pauvreté s'aggrave, ce plan devra apporter des améliorations, notamment pour les chercheurs d'emploi de longue durée et les bénéficiaires du RSA.

Certes, les annonces faites concernant le développement de l'emploi, la réforme de la formation professionnelle, la suppression des restes à charge ou le plan d'investissement, de même que le changement de regard que la société porte sur les personnes fragiles et la reconnaissance de ce que nous pouvons recevoir d'elles, sont autant d'éléments susceptibles de créer une dynamique favorable à la résorption des inégalités. Mais ces investissements se situent à un horizon trop lointain pour des ménages en situation de grande pauvreté ou d'exclusion qui vivent au quotidien de graves difficultés pour se nourrir, se soigner et se loger.

Le grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros dans les domaines de la transition écologique, du développement des compétences, de la santé, des transports aurait, pour nous, une vraie cohérence s'il incluait un plan spécifique et significatif concernant les plus fragiles des personnes vivant en France. Ces dernières subissent depuis trop longtemps les conséquences de la crise et restent les victimes d'un système qui ne les reconnaît pas suffisamment comme égales, en dignité, au reste de la population.

Certaines orientations proposées répondent à d'anciennes revendications du secteur associatif, comme la lutte contre les « passoires thermiques », l'accès, sans reste à charge, à des soins dentaires, aux lunettes et aux aides auditives, l'attention portée aux familles pauvres comprenant des jeunes enfants. Nous approuverons évidemment les mesures positives qui seront liées à ces évolutions, mais nous avons besoin de visibilité et de rationalité. Aussi, sommes-nous très attachés à ce que, à la veille d'une loi de programmation des finances publiques qui va fixer le cadre budgétaire des cinq prochaines années, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion soit reconnue comme une action gouvernementale prioritaire.

Contacts presse :

François Soulage – 06 07 64 76 66 – alerte@uniopss.asso.fr

Valérie Mercadal – 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Liste des associations signataires

